

MONGONGO



Bimensuel | 22 mars 2010

N°15 | 200 FC

Adhérer à un parti politique par conviction ou par nécessité ?

Les convictions politiques ont peu de place dans les adhésions massives aux partis politiques, surtout à ceux qui sont au pouvoir, actuellement constatées. L'objectif en est surtout utilitaire car c'est souvent la seule manière de trouver un emploi, de conserver son poste ou de se sentir en sécurité.

A l'approche des élections municipales, locales et présidentielles prévues en 2011, les états majors des partis politiques de la Tshopo. Plus de 2800 adhérents ont été enregistrés en 2009. «C'est une occasion pour nous de rayonner, car nous avons trouvé le terrain vide», explique-t-

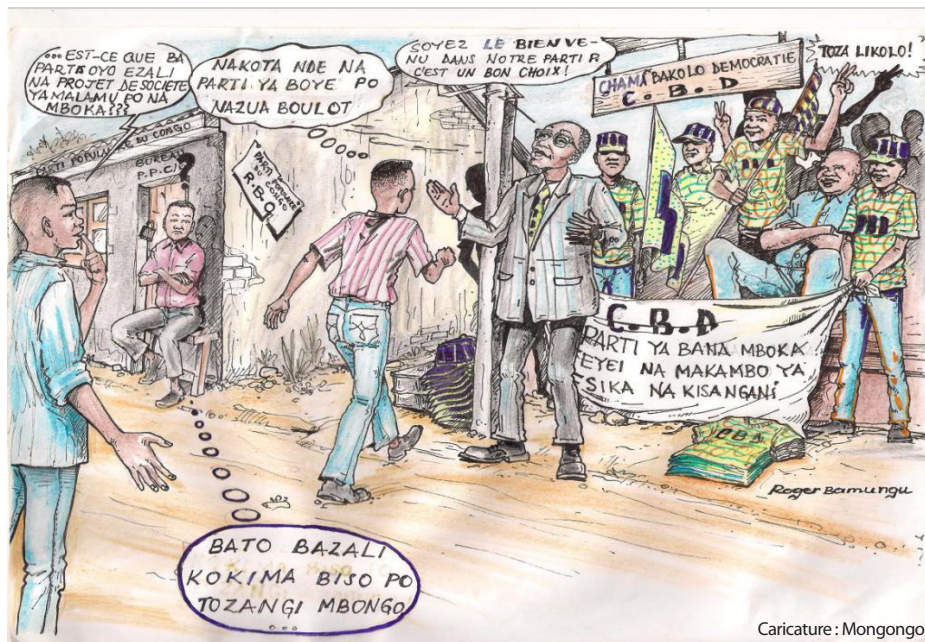
l'instruction du Secrétaire général du parti lors de sa dernière visite l'an dernier à Kisangani», nous explique Pascal Basaneni, secrétaire exécutif urbain du PPRD. Pour ce faire, des cellules de base sont installées dans les quartiers et avenues. Les gens y adhèrent souvent par intérêt. Ils cherchent à préserver leur emploi ou assurer une relative sécurité de leurs affaires ou de leur vie. D'autres encore y viennent pour se tisser des relations sociales. Une chose est claire : seuls les partis qui composent la majorité au pouvoir connaissent cet afflux de nouveaux adhérents.

L'Union des mobutistes (Udemo), qui compose l'alliance pour la majorité au pouvoir (AMP), a trouvé un grand siège et des cartes de membres sont en vente. «100 cartes ont été vendues au mois de février dernier contre 40 en janvier», se félicite Ramazani Charon, chargé de relations publiques du parti.

Partis en veilleuse

Les partis d'opposition institutionnelle et non institutionnelle sont presque en veilleuse. Deux grands partis d'opposition, le Mouvement de libération du Congo (MLC) et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) n'ont même pas de siège. Gaspard Bosenge Akoko, président fédéral du RCD/Fédération de la Tshopo affirme que le parti continue à fonctionner à la résidence du Sénateur Lola Kisanga. «Nous voyons comment redynamiser les activités du parti», assure de son côté le docteur Simon Bokongo, président du Mlc/Fédération Tshopo depuis 3 mois.

Pour Casimir Ngumbi, professeur de sciences politiques «ce qui se passe dans les partis pour préparer les élections est encore insignifiant.



tentent de se réorganiser, d'installer des bureaux et de séduire de nouveaux adhérents. Tous les jeudis une foule de gens remplit ainsi le siège du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) dont le chef de l'Etat est l'autorité morale, pour la cérémonie solennelle d'adhésion. D'anciens responsables d'autres partis (pro-pouvoir ou d'opposition), des journalistes, des gens de toutes catégories défilent et prêtent serment devant le responsable provincial du parti. Des adhésions relayées par les médias, «pour limiter le vagabondage politique», explique Augustin Osumaka, secrétaire exécutif du Pprd/Fédération

il. Quelques uns de ces nouveaux inscrits obtiennent rapidement des postes dans certains services. Du 15 au 17 mars, le mouvement social pour le renouveau (MSR) a organisé sa première convention. Les délégués sont venus de 24 territoires de la province. C'est la deuxième force politique dont les membres occupent notamment la présidence de l'Assemblée provinciale et la mairie.

L'adhésion est une sécurité

Au PPRD c'est un mot d'ordre : «Pas de parcelle sans PPRD» [un adhérent au PPRD dans chaque parcelle, ndlr]. «Le but est de recruter tous les indécis et de convaincre ceux des autres partis à adhérer au PPRD, conformément à

A LIRE EN PAGE...

(suite en page 3)

1 Adhérer un parti politique par conviction ou par nécessité ?

2 Doter les marchés de latrines propres

3 Des véhicules pour servir l'Etat ou sa famille ?

4 Des micro-crédits pour soutenir les petits commerçants

Doter les marchés de latrines propres

Les autorités dotent progressivement les marchés de latrines publiques. L'entretien et le comportement responsable des utilisateurs sont nécessaires pour que celles-ci restent fréquentables.

Depuis le 13 février, de nouvelles latrines sont en construction au marché central de Kisangani : six dont quatre pour les femmes et deux pour les hommes. « Leur construction soulagera les besoins physiologiques des commerçants qui utilisent encore ces vieilles toilettes délabrées construites vers les années

« Nous en avons assez », se plaint Jules Ramazani, un usager. A l'intérieur, les gens se bouchent le nez et gardent les yeux fixés au ciel pour ne pas voir des matières fécales qui traînent. « Nous payons 50 Fc à chaque utilisation. Où va cet argent ? », se lamente Jules. « Par jour, nous encaissons 11 000 à 15 000 Fc. Cet argent est versé au compte du

tresor public de la mairie », reconnaît le gérant du marché. « Il y a tout un service qui est chargé de l'entretien de ses latrines, explique J.C André Mazane, mais nous déplorons le comportement de certains usagers qui utilisent les

soulager n'importe où. Même dans les maisons des privés, les toilettes sont mal entretenues. Les fosses septiques sont ouvertes et les habitants profitent des grandes pluies pour en évacuer le contenu. En construisant, peu de gens pensent à avoir de bonnes installations hygiéniques. Et personne ne prend d'initiatives pour améliorer les services publics. « Des particuliers aussi peuvent signer des partenariats avec l'Etat pour mettre en place des toilettes publiques », estime Marlène Bokota, étudiante.

La commune Kisangani a, elle, a débloqué 4000 \$ pour en doter son marché. Une première depuis sa création. « C'est un effort considérable, car nous sommes la dernière commune en terme de mobilisation des recettes », se réjouit Maxime Bobali, le bourgmestre. Les usagers payent 30 Fc au gardien à raison de 20 pour l'entretien et 10 pour la consommation d'eau.

Dans les communes de Mangobo qui compte plus de cinq marchés et de Kabondo, les gens continuent à se soulager où ils peuvent, « dans ces herbes, dans les parcelles voisines ou à côté du fleuve », déclare une vendeuse. Il en est de même dans certains lieux publics notamment les grands carrefours, et les parkings qui manquent cruellement de toilettes.

Lambert Lambe



Crédit photo : photo Mongongo

1957 », affirme Jean-Claude André Mazane, gérant du marché. Ces travaux de l'ordre de 5 700 \$ sont financés par la mairie. Même chose au marché de la 11^e avenue Tshopo.

Au marché central, les commerçants se plaignent des odeurs nauséabondes que dégagent les vieilles latrines mal entretenues. Des restaurants, dépôts et maisons de fortunes côtoient cependant ces toilettes puantes.

« Nous en avons assez », se plaint Jules Ramazani, un usager. A l'intérieur, les gens se bouchent le nez et gardent les yeux fixés au ciel pour ne pas voir des matières fécales qui traînent. « Nous payons 50 Fc à chaque utilisation. Où va cet argent ? », se lamente Jules. « Par jour, nous encaissons 11 000 à 15 000 Fc. Cet argent est versé au compte du

« Nous en avons assez », se plaint Jules Ramazani, un usager. A l'intérieur, les gens se bouchent le nez et gardent les yeux fixés au ciel pour ne pas voir des matières fécales qui traînent. « Nous payons 50 Fc à chaque utilisation. Où va cet argent ? », se lamente Jules. « Par jour, nous encaissons 11 000 à 15 000 Fc. Cet argent est versé au compte du

ACTUALITÉS

Enseignement

13 mars, lancement de la distribution de plus de 300. 000 des livres de français et mathématique pour les classes de 3^{ème} et 4^{ème} aux 5159 écoles primaires de la Province orientale. Ce don de la Belgique vise à « relever le niveau de français et mathématiques et pallier au manque des supports pédagogiques dans l'enseignement », a souligné Alain Dresse, chef des projets manuels scolaires et formation des enseignants à la Coopération technique belge. Ces livres sont illustrés par des images en couleurs pour retenir l'attention de l'enfant.

Economie

Samedi 13 mars, inauguration du siège de la banque internationale dénommée Raw Bank. Le retrait peut s'y faire 24h/24

à l'aide d'une carte bancaire dans un distributeur automatique de billets en dollars tout comme en francs congolais. Le gouverneur de province salue cette arrivée et souhaite voir d'autres agences dans les districts afin qu'ils soient désenclavés Le vice premier ministre chargé des PTT a invité les Boyomais à la culture de l'épargne bancaire.

Mars, mois de la femme

Le corps académique et scientifique féminin de l'enseignement supérieur et universitaire organise une série de conférences débat sur le thème « la réussite à l'enseignement supérieur et universitaire » à l'intention des étudiants et enseignants. L'Ong Initiative Action Développement a organisé un autre échange sur l'implication de la femme dans la bonne gouvernance. Au terme de ces réflexions, les femmes ont

souhaité la création d'un observatoire de la bonne gouvernance.

Un tournoi de football féminin se joue du 11 au 27 Mars avec la participation des épouses des militaires, de la police nationale congolaise, des entreprises étatiques, des femmes des Eglises de réveil, des étudiantes... Ces rencontres sont organisées par le ministère provincial du Genre famille et enfant.

L'Alliance Franco-Congolaise, en collaboration avec le Service pour l'Education, les Savoirs et l'appui à la maîtrise et l'usage du français (SESAM) de l'ambassade de France, organise un concours national de poème sur « la maman congolaise ». Il est ouvert aux élèves du primaire, du secondaire, des humanités et aux apprenants des alliances françaises. La remise des prix est fixée au 24 avril 2010.

Des véhicules pour servir l'Etat ou sa famille ?

Les véhicules flambants neufs distribués fin 2009 à des cadres territoriaux pour accroître leur mobilité vont-ils rester longtemps en bon état ? s'interrogent les citoyens. A les voir utilisés bien souvent pour des usages privés et sans contrôle, beaucoup s'inquiètent.

Depuis décembre dernier, le gouvernement provincial de la Province Orientale a doté les dix ministères provinciaux, les commissaires de quatre districts, le maire de la ville, les bourgmestres de six communes et

plus demander les véhicules de nos administrés pour nos courses», ajoute son collègue de Kabondo, Jean Claude Lupia. Les bénéficiaires promettent d'utiliser les véhicules à bon escient. «Nous allons nous organiser pour les

stationner devant ce nganda,...», témoigne un fonctionnaire de l'Etat. «On ne peut pas comprendre qu'on amène les enfants à l'école et la femme d'une autorité au marché dans un véhicule de l'Etat, ce n'est pas à cela qu'ils sont affectés», affirme Frory Umirambe, conseiller juridique au ministère provincial de l'Intérieur. «Les motos remises aux chefs coutumiers et des secteurs, font le taxi ici en ville, au lieu de servir ces entités», révèle aussi Jean Tandishabo, conseiller principal au ministère provincial des Travaux publics. Ainsi utilisés, les véhicules s'usent vite et tombent rapidement en panne.



Crédit photo : photo Mongongo

certain services étatiques des pick-up neufs de marque Toyota double cabine 4x4. Le 26 février, deux pick-up ont aussi été acheminés dans les territoires de Watsha et Aru. Un autre lot de 154 véhicules, «achetés sur fonds propre du gouvernement provincial», selon le gouverneur, est sur le fleuve en provenance de Kinshasa.

Cela fait plus de deux décennies que ces cadres n'ont pas disposé de véhicules propres. L'objectif est de favoriser leurs déplacements pour qu'ils se rapprochent de leurs administrés et se rendent compte des problèmes de leurs juridictions. «Ce véhicule m'aide à bien contrôler jusqu'au fin fond de ma commune les travaux d'assainissement et à répondre à temps aux invitations des autorités. Avant on louait les véhicules ou motos des privés», se réjouit Godelive Mosunga Kyana, bourgmestre de la commune Tshopo. «Avec ce véhicule, la notoriété a augmenté. Nous n'allons

garder en état car c'est un patrimoine de l'Etat», souligne un territorial.

Patrimoine public

Mais la population craint de les voir servir plus pour la vie privée des gouvernants que pour le service de l'Etat. En effet, quelques jours après la cérémonie de remise, nombre de ces véhicules étaient déjà visibles ici et là, stationnés devant les bistrotts, et autres coins en dehors des heures de service. Ils sont reconnaissables à leur mention «Don du gouvernement provincial», qui semble inappropriée à certains pour des biens achetés avec l'argent des contribuables. Certains habitants pensent que peu des responsables utilisent ces véhicules pour contrôler leurs entités et craignent de voir tous les budgets déjà maigres de ces entités être engloutis dans la maintenance au détriment des activités d'assainissement par exemple. «Le week-end souvent, le véhicule d'une commune

Fixer les règles

En principe, c'est la division des Travaux publics et aménagement du territoire (T.P) qui doit gérer rationnellement l'utilisation de ces véhicules : stocker, entretenir et conduire. «Tous ces véhicules devraient être conduits par les chauffeurs des TP puis passer nuit ici et repartir le lendemain», explique Vuakali Olimba, le chef de garage provincial des T.P. «Les chauffeurs de l'Etat chôment mais on prend son frère alors que nous sommes là pour ça» dénonce-t-il.

Du ministère de l'Intérieur à celui des Travaux publics, il n'y a pas d'instructions clairement établies pour la gestion de ces biens. «Chaque autorité est censée connaître le régime d'un bien de l'Etat aussi longtemps qu'il n'est pas désaffecté. On ne peut pas fermer les yeux, on envisagera une circulaire pour rappeler ces normes administratives», ajoute le conseiller Umirambe. «Sinon, affirme un agent de la mairie, si on n'y veille pas, à chaque mandat d'un gouverneur, on achètera de nouveaux véhicules.»

Daniel Lokulu

(suite de la page 1)

La majorité de ces partis sont invisibles : pas de conférences débats pour former l'opinion, l'éduquer à la citoyenneté et la sensibiliser aux questions importantes».

«Les préparatifs concrets ne sont pas encore mis en place, explique Médard Wabenga, secrétaire fédéral à l'information, presse et mobilisation de l'UDPS, car nous nous préparons au congrès éventuellement en juin prochain pour retracer les nouvelles orientations du parti, fixer la méthode de lutte...»

Pour l'instant, les activités des partis sont limitées aux défilés, commémorations des jours fériés, accueil des autorités

publiques ou de leurs partis, messages de soutien et de félicitations... Pour Casimir Ngumbi, «ce mouvement de transfert ou d'adhésion est la manifestation de la peur du chômage, d'une recherche de positionnement politique». Dans l'administration, la plupart des postes sont distribués aujourd'hui en fonction des quotas politiques. On demande donc aux partis politiques de fournir des candidats ce qui explique ces adhésions. Toujours la politique du ventre.

Trésor Boyongo

Des micro-crédits pour soutenir les petits commerçants

Grâce aux micro-crédits, des milliers de gens, surtout des femmes commerçantes, ont, ces dernières années, amélioré leurs conditions de vie. Les prêts sont accordés à des groupes organisés et solidaires qui doivent parfois assumer l'insolvabilité de certains membres.

C'est devenu une habitude, chaque matin des gens sont assis à même le sol, à côté du portail sur lequel est écrit Hope «Société Civile de Micro-crédit» sur le boulevard Mobutu à la commune Makiso. «Nous venons pour la quatrième fois recevoir le prêt auprès de cette institution», témoigne Rose. Cette mère des cinq enfants n'a plus de nouvelles de son mari parti dans les mines il y a cinq ans. Elle, qui n'avait à vendre qu'un demi-sac du riz, un sac de braise et une cinquantaine de gobelets de farine de manioc a bénéficié de prêts depuis deux ans. «Aujourd'hui, j'ai cinq sacs du riz, sept de braises, trois de farine de manioc et deux bidons d'huile de palme», se réjouit-elle.

Plus de 4000 personnes, souvent de petits commerçants ou commerçantes ont bénéficié ces dernières années de micro-crédits de 100 à 500 \$ de Hope qui leur ont permis de créer ou de développer des activités. «En octroyant des crédits, les micro finances aident l'Etat dans la lutte contre la pauvreté en augmentant les revenus des plus démunis», souligne le chef de travaux, Kitoko Lisombo, économiste

Un système basé sur la confiance

Pour accéder aux crédits de l'Institution de micro-finances Hope, les clients doivent se constituer en groupes de 25 ou 45, appelés «banques communautaires» (BACO), des personnes qui se connaissent bien et qui peuvent travailler ensemble pour rembourser les crédits qui sont accordés au groupe.

La BACO fonctionne sur la confiance mutuelle et la solidarité de ses membres qui choisissent un comité de gestion. «Le membre doit accepter de rembourser au moins 7% de la somme reçue chaque semaine et tout ceci après une formation organisée par les agents de Hope sur la gestion du capital, des dépenses par rapport aux taxes de l'Etat, des frais de transport et quelques techniques d'épargne pour se prendre en charge», explique Richard Afifi, secrétaire d'Emmaüs, une banque communautaire.

De 2004 à 2008 le PNUD a également octroyé des micro-crédits à plus de 4000 femmes encadrées par le Bureau

Diocésain de Développement. Une expérience réussie car le taux de remboursement était de 98% témoigne Jean Pierre Lokeloke, le coordonnateur. Ces femmes étaient réunies au sein de groupes à caution solidaire composé de 7 à 10 membres selon leur activité.

Ces crédits sont une véritable aubaine pour la majorité des populations qui vivent du secteur informel. Après son adhésion à la banque communautaire La Sincérité, il y a un an, Nana, fripière du marché central, est passée de quelques habits achetés à d'autres commerçants à un capital de trois ballots des friperies et a quitté le toit paternel pour louer une maison avec ses deux enfants et petites sœurs. Ce couturier lui a pu acheter un congélateur qui le fait vivre et un vélo. Tous ont vu leur vie s'améliorer. Si certains réussissent et stabilisent leur vie, d'autres font faillite ou fuient avec l'argent.

Les clients insolubles nuisent au système

Au début du projet de Hope, la majorité des clients remboursait les prêts. De nos jours, de nombreuses banques communautaires font face à l'insolvabilité et la désertion de leurs membres. «Nous sommes 27 membres, 15 seulement sont actifs. Certains ont disparu dans la nature», témoigne Catherine Machozi, trésorière d'Emmaüs. Dans ces cas là, ceux qui restent sont obligés de rembourser les crédits de ceux qui sont partis car le prêt est avant tout collectif. Ce qui décourage les membres restants et leur cause des préjudices. Certains gestionnaires de ces banques solidaires envisagent d'exiger des gages pour éviter ce problème.

Les difficultés de remboursement arrivent lorsque les marchandises ne s'écoulent pas ou que l'argent est utilisé pour d'autres besoins sociaux importants. Pour Victor Milambo, membre de la banque communautaire La miséricorde, l'échéance de remboursement du prêt est courte. «Je rembourse 4330 Fc (4,8 \$) chaque semaine pour un prêt de 100 \$», témoigne un autre. Selon un agent du ministère provincial des Finances, «il faut également s'assurer que le taux d'intérêt n'est pas élevé au risque de désavantager les prêteurs».

Gabriel Famba

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli
Tél : 243(0) 81 200 63 99

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : 243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Impression : Bureautique Mwenyemali

Dessin : Roger Bamungu

Abonnement annuel (24 numéros) 10 \$,
abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Terrasse Transit en face de la banque la Cruche et Paroisse Christ Roi Mangobo